

Droit de suite 05/10/2013 à 16h21

Articles bidons dans les revues : non, ce n'est pas la faute à l'Open Access

[Sylvain Deville](#) | Chercheur au CNRS

La « tweetsphère » scientifique était en ébullition vendredi suite à [la publication d'un article](#) dans la revue Science, et dont vous vous êtes fait l'écho sur Rue89 dans [votre papier](#) « "Le lichen soigne le cancer", l'article bidon qui a fait le tour des revues ».

Making of

Vendredi sur Twitter, Sylvain Deville nous a [accusés](#) d'être « tombé dans le piège » avec notre papier sur l'article bidon de Science. Nous avons demandé à ce chercheur au CNRS de nous en dire plus. Voici sa réponse. **Rue89**

Non pas pour ce qu'il révélait, mais plutôt pour la manière dont cette « étude » a été menée et les conclusions tirées par le journaliste.

Que dit l'article publié sur Rue89 ? Il révèle l'existence de rédacteurs bidons et le fait qu'un mauvais article, voire franchement faux ou même complètement bidon, peut toujours être publié quelque part, et que la faute en incomberait à l'Open Access.

Le problème, c'est que dans l'enquête menée par le journaliste, les seuls journaux étudiés sont ceux en Open Access (et encore, une sélection très partielle et discutable). Impossible donc de comparer aux autres types de journaux. Le taux d'acceptation ou de rejet d'un article bidon serait-il le même ? Plus élevé ? Moins élevé ? Impossible de le savoir avec cette étude.

Ce serait donc comme faire la moyenne des notes d'étudiants masculins et en conclure que leur niveau est mauvais... sans comparer la moyenne avec celle des étudiantes.

L'ironie est que la revue Science a récemment été [prise en flagrant délit](#) de publication d'une étude où les standards minimum de méthodologie scientifique et d'évaluation par les pairs n'ont [pas été respectés](#) (« the arsenic life paper »).

Les journalistes sont tombés dans le panneau

Le vrai problème de fond abordé ici est double :

- **le fonctionnement du système actuel de la publication des recherches scientifique**, historiquement trusté par une poignée d'éditeurs dont le chiffre d'affaires est dans les milliards, et de l'évaluation de l'activité des chercheurs (en gros, le nombre d'articles qu'ils publient). L'existence de journaux bidons révélés ici est peut être nouvelle pour le grand public, mais pas pour les chercheurs. Je reçois par exemple deux à trois messages par semaine m'invitant à soumettre dans de tels journaux ou me proposant une position d'éditeurs ;
- **la manière dont l'article a été écrit laisse supposer que le problème vient du système de l'Open Access**, et il est impossible de faire un tel lien au vu de cet article. Malheureusement, la plupart des journalistes, peu au fait du fonctionnement

des publications scientifiques, sont tombés dans le panneau (cf. article dans [Libé](#), [Slate](#), [NPR](#), etc.). D'où mon [« tweet »](#).

Comment fonctionne le système actuel ? En quelques mots :

- les chercheurs cherchent, et quand ils ont trouvé, écrivent un article relatant leurs découvertes ;
- l'article est soumis à un journal ;
- l'éditeur du journal décide (ou non) si l'article est a priori recevable ou non (ou intéressant pour le journal) ;
- ce journal envoie alors l'article à d'autres chercheurs, qui vérifient la validité des méthodes utilisées. Ils font alors part de leurs commentaires à l'éditeur et aux auteurs. Dans l'ultra-majorité des cas, ces évaluations sont anonymes, et leur teneur n'est jamais connue après publication. Impossible donc de savoir si l'article a été évalué par des spécialistes ou non, et ce qu'ils en ont dit ;
- le cas échéant, le journal publie l'article.

Ce système d'évaluation par les pairs est, comme la démocratie, le « moins pire » des systèmes, et de nombreuses améliorations seraient possibles. Il n'est en aucun cas une garantie que les résultats sont justes. Il sert juste à filtrer les articles dont la méthodologie n'est pas valide.

Bataille idéologique

A ce stade, deux cas de figure sont possibles :

- **le journal fonctionne en vendant les articles** (à l'unité, via les abonnements des bibliothèques, etc.). Les auteurs ne paient rien pour voir leur article publié. Ils paient indirectement via les sommes aussi astronomiques qu'indécemment payées par les bibliothèques et organismes de recherche. Si le labo (ou l'université) n'est pas abonné, pas d'accès à l'article. Ce système est fortement discriminant, notamment pour les pays en voie de développement. Même de grandes universités (Standord) ne peuvent plus se payer tous les abonnements qui seraient nécessaires ;
- **le journal est de type Open Access** et, de manière schématique, les auteurs paient une somme forfaitaire et en contrepartie, l'article est en accès libre pour quiconque veut le lire sur Internet. En pratique, il existe une grande variété de modes de fonctionnement, certains journaux demandant une participation financière, d'autres non. Seuls des journaux demandant une participation financière ont été étudiés ici.

Une bataille idéologique a lieu depuis quelques années, opposant :

- **les parties prenantes du premier système**, avec des éditeurs ayant des chiffres d'affaires en milliards de dollars (et une marge juteuse d'environ 40%, qui ferait rêver n'importe quelle entreprise) ;
- **et les partisans de l'Open Access**, qui estiment que la majorité des recherches sont payées par le contribuable (via des financements nationaux ou supranationaux)

(Europe)) et donc que non seulement le contribuable n'a pas à payer deux fois, mais également que tout le travail (rédaction, évaluation) est réalisé par les chercheurs (gratuitement) et que les profits réalisés par ces éditeurs sont indécents et non mérités.

Les journaux en « open access » testent d'autres manières de fonctionner, comme la transparence des évaluations réalisées (voir PeerJ par exemple), la publication des données brutes, etc. Garantie (si bien menées) de transparence et de reproductibilité.

Il faut aller vers davantage d'Open Access

La conclusion à tirer de cet article est donc l'inverse de celle sous-entendue par le journaliste : il faut aller vers plus de transparence, et ce sont les journaux en Open Access (certains, pas tous) qui [vont dans ce sens](#).

Voyant la possibilité de racketter les chercheurs, de nombreux personnages peu scrupuleux mettent donc en place des journaux bidons, ayant pour seul but de récupérer le chèque (de quelques centaines à quelques milliers de dollars) que les chercheurs sont prêts à envoyer pour voir leur article publié quelque part. Ces journaux ne respectent bien sûr pas les standards minimum de l'évaluation des articles.

Pas de quoi accuser l'Open Access

C'est ce que montre cet article, et cette information est bienvenue pour quiconque l'ignorait. Ces dérives sont inquiétantes et dommageables et il est bon de les voir discutées et étalées au grand jour.

Le lien avec l'Open Access est plus que fumeux ici. Les journaux « normaux » ne sont nullement garantis que les standards de l'évaluation seront respectés. De nombreux cas existent de journaux bidons publiés par de grands éditeurs (Elsevier, Springer) ayant par exemple pour seul but de publier des études bidons pour valider de nouveaux médicaments ou de nouvelles molécules (les enjeux financiers étant là absolument colossaux).

Indépendamment du « business model » des journaux (Open Access ou non), une solution envisagée aujourd'hui est la publication avec l'article du nom des chercheurs ayant évalué l'article avec leurs commentaires.